



COMPTE ADMINISTRATIF 2023

NOTE DE PRESENTATION

BUDGET PRINCIPAL DE LA VILLE

1- Le résultat de clôture de l'exercice

Le résultat propre à l'exercice (avant reprise des résultats de l'exercice antérieur) s'établit à :

+ 654 798,80 € en fonctionnement (rappel 2022 : + 746 547,10 €)

-1 033 118,97 € en investissement (rappel 2022 : - 1 910 891,29 €)

- 378 320,17 € au total (rappel 2022 : -1 164 344,19 €)

Le résultat de l'exercice 2023 se décompose de la manière suivante :

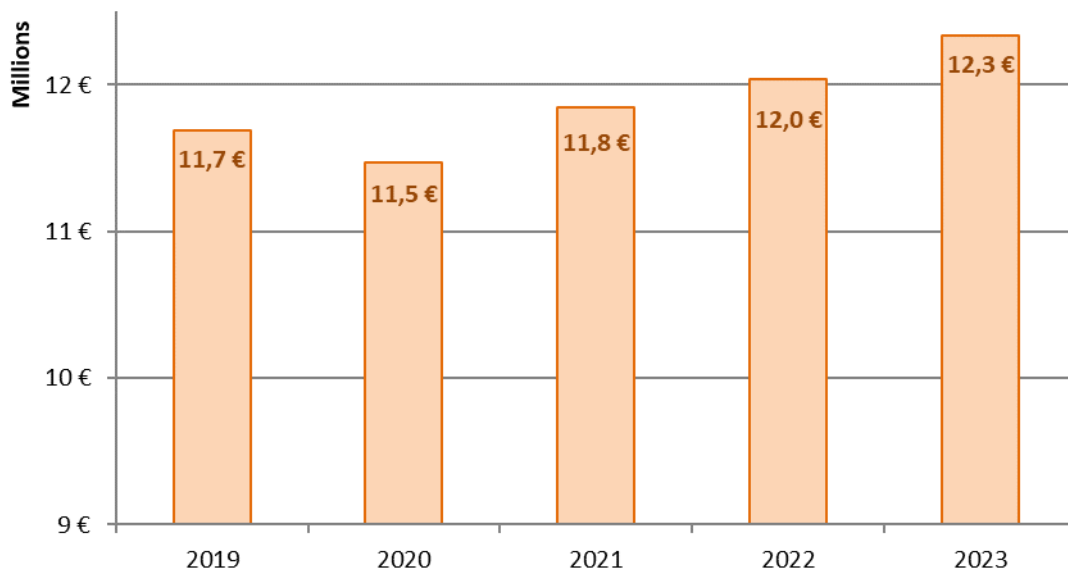
RESULTAT 2023	
1) Résultat section de fonctionnement	4 158 067,16
2) Solde brut d'investissement	-1 388 592,28
3) Solde des Restes à Réaliser	1 099 217,57
4) Solde net d'investissement	- 289 374,71
5) Résultat global de clôture	3 868 692,45
6) Fonds de roulement	2 769 474,88

Pour mémoire, le résultat global de clôture de l'exercice 2022 avait été arrêté à 4 513 986,99 € et le fonds de roulement s'établissait à 3 144 819,03€.

2 - La section de fonctionnement

2.1 - Les dépenses de fonctionnement

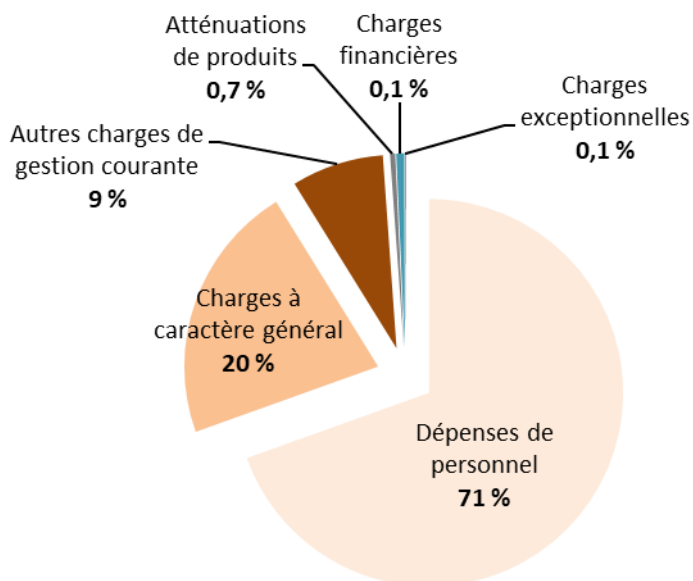
Evolution des dépenses de fonctionnement (2019-2023)



Les dépenses réelles de fonctionnement s'établissent à 12,3 M€ en 2023 contre 12 M€ en 2022. Les dépenses ont donc augmenté de près de 300K€, affichant une variation annuelle de +2,5 %.

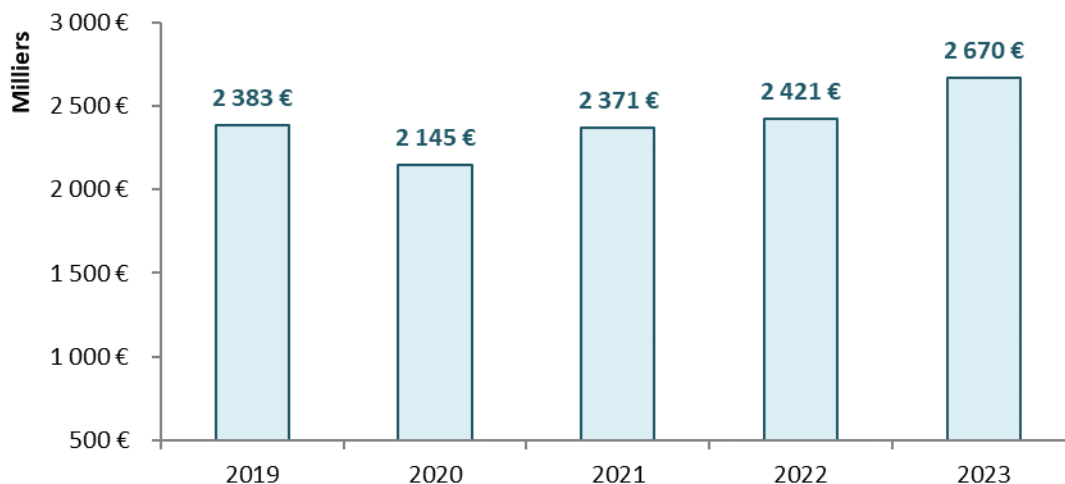
Cette augmentation reflète principalement l'évolution des dépenses de personnel compensées, pour partie, par les diminutions sur les postes de fluides et la baisse de notre contribution au FPIC.

Répartition des dépenses de fonctionnement (2023)



2.1.1 Les charges à caractère général (chapitre 011)

Evolution des charges à caractère général (2019-2023)



Entre 2022 et 2023, les dépenses courantes des services augmentent de près de 250 K€. Cette hausse exceptionnelle s'explique par la nouvelle ventilation au sein des différents chapitres budgétaires de deux services municipaux (cohésion sociale et saison culturelle).

En neutralisant cette nouvelle ventilation budgétaire (détail ci-après), l'évolution de ce chapitre traduit une augmentation de 53 K€, soit une augmentation de +2.2% entre 2022 et 2023.

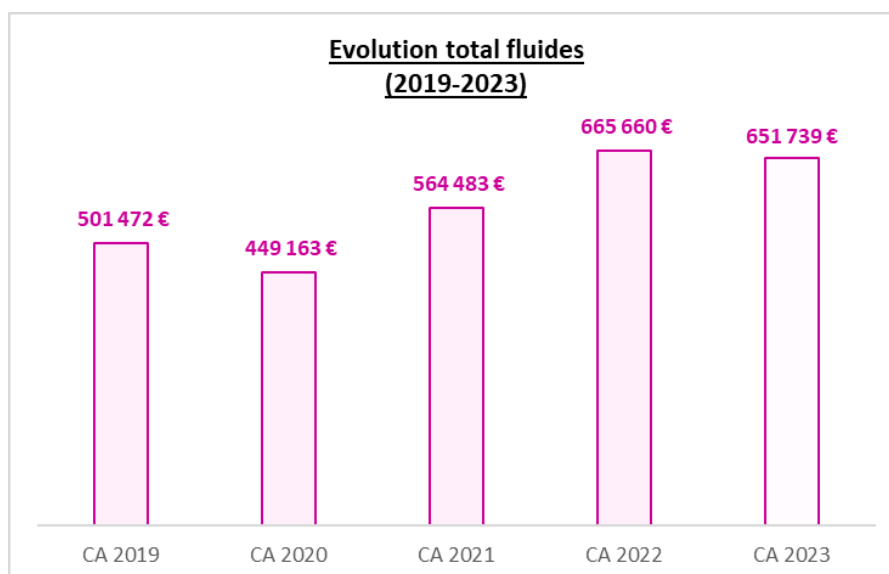
Cette hausse reste largement contenue au regard des augmentations subies en moyenne par les communes sur ce chapitre (+9% selon l'étude de conjoncture 2023, La Banque Postale). Quetigny est en effet restée à l'abri de l'explosion des prix des fluides (grâce aux négociations de contrats et aux mesures de sobriété énergétique) et ne connaît les impacts de l'inflation sur les marchés publics qu'à la toute marge au regard du mode de gestion en régie directe pour la quasi-totalité de ses services.

La nouvelle ventilation budgétaire des services de la cohésion sociale et de la saison culturelle

Le chapitre des charges à caractère général enregistre, pour la première année sur l'exercice 2023, les dépenses liées à la saison culturelle et la cohésion sociale pour un total de près de 197 K€. Plus précisément pour chacun des deux services :

- Les dépenses et recettes de la **Saison culturelle** étaient historiquement portées par un budget annexe ; le budget principal venant abonder le budget de la Saison via une subvention d'équilibre inscrite au chapitre 65. Désormais, les dépenses sont inscrites directement au budget principal ; elles représentent **124K€** en 2023.
- Quant au service de la **cohésion sociale** (anciennement porté par le budget du CCAS), qui regroupe l'emploi et les actions collectives auprès des seniors, il représente des dépenses de l'ordre de **73K€** en 2023.

Analyse sur le poste des fluides



Le graphique ci-dessus regroupe les postes de fluides suivants : combustible-gaz, chauffage urbain (y compris maintenance et renouvellement), électricité, eau et carburants.

Sur le total des fluides, après une **augmentation de 100K€ entre 2021 et 2022**, l'exercice **2023 traduit une baisse de 14K€**.

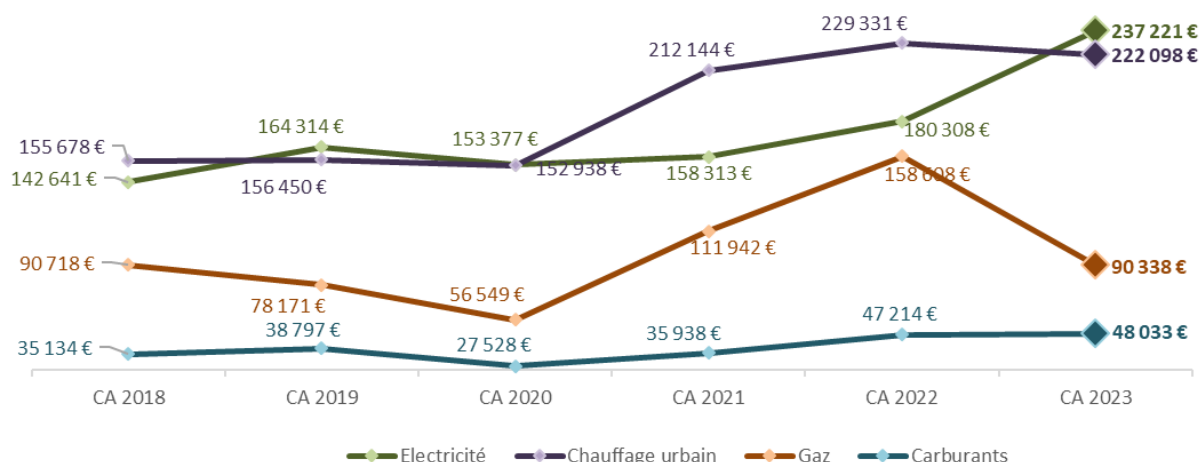
Au-delà des températures clémentes, cette évolution doit être appréhendée comme la conséquence directe des mesures prises par l'exécutif municipal en matière de sobriété énergétique en fin d'année 2022 qui ont été reconduite en 2023, dont :

- ✓ **Mise en « hors gel » des équipements énergivores** considérés comme des « passoires thermiques » : Halle des Sports, théâtre des prairies, salle municipale des Huches.
- ✓ **Abaissement de la température à 14 degrés** dans les gymnases accueillant des activités sportives (PMF).
- ✓ **Abaissement de la température à 19 degrés** dans la quasi-totalité des autres bâtiments municipaux : écoles, mairie, salles municipales...
- ✓ **Coupure des éclairages extérieurs** des bâtiments publics.
- ✓ **Information et notes pédagogiques** auprès des partenaires, usagers et agents municipaux sur les gestes du quotidien.
- ✓ **Travail de terrain renforcé des agents** municipaux pour procéder à des réglages et des réajustements fins des chaudières et des températures.

Cette diminution de l'enveloppe totale des fluides (-14K€) traduit cependant des **évolutions disparates en fonction des énergies** (voir graphique ci-après) :

- Le gaz diminue fortement (-68K€ entre 2022 et 2023 retrouvant un niveau comparable à 2018 en raison notamment des consignes de chauffe prises sur la Halle des Sports) ;
- Le chauffage urbain se stabilise à un niveau comparable à 2022 ;
- Le coût de l'électricité augmente fortement (+57K€ en une année) alors même que la commune bénéficie de l'amortisseur électricité depuis le 1^{er} janvier 2023.

Charges à caractère général :
Evolution des postes de fluides (2018-2023)



Analyse sur les autres postes de dépenses

Des augmentations sont enregistrées sur certains services et activités :

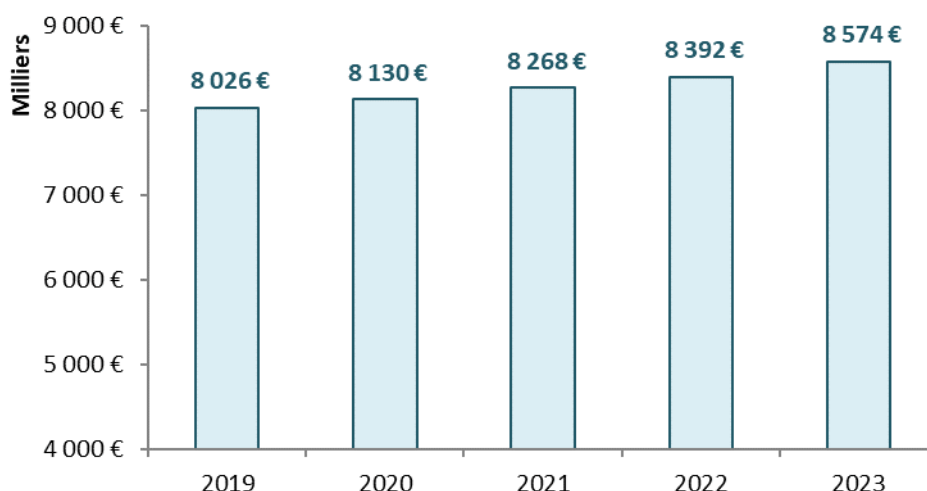
- En 2023, la commune a **piloté plusieurs études et a fait appel à des prestataires** pour un montant total de **55K€** environ : accompagnement juridico-financier sur l'audit du golf municipal, étude dans le cadre du label « Ville Amie des Aînés », mission de décorateur pour du matériel de réemploi au sein de La Parenthèse.
- L'exercice 2023 continue d'enregistrer **plusieurs hausses en lien avec l'inflation** : alimentation (+15K€), marché public de livraison de repas (+12K€), refacturation par Dijon Métropole de l'éclairage public communal (+15K€), fournitures diverses.
- Dans la catégorie des dépenses subies, la commune enregistre également un **bond sur les contrats d'assurance** (dommages aux biens, risques annexes...) **de +60%** : la prime passant de 42K€ à 68K€.
- Enfin, **l'enveloppe dédiée aux formations** des agents municipaux a été majorée en 2023 (+15K€), intégrant notamment les nouvelles compétences à valoriser dans le cadre de l'ouverture d'un Tiers-Lieu.

A l'inverse, des économies ont été obtenues sur les domaines suivants :

- La non-reconduction en 2023, des dépenses exceptionnelles en 2022 : **20K€ pour l'assurance dommage ouvrage de La Parenthèse, 17K€** de frais de gardiennage qui avaient été réservés en 2022 pour l'accueil du centre de vaccination à la salle Mandela.
- **Les acquisitions d'ouvrages** de la bibliothèque : l'enveloppe de renouvellement d'ouvrages prévue chaque année en fonctionnement a été diminuée en 2022 et en 2023 au regard des crédits ouverts en investissement au sein de l'AP-CP La Parenthèse (110K€ au total).
- Sur le **volet « numérique »**, la renégociation de contrats, la modification d'abonnements de télécommunication ont permis d'atteindre des économies de 22K€ entre 2022 et 2023.

2.1.2 Les charges de personnel (chapitre 012)

Evolution des dépenses de personnel (2019-2023)



En 2023, les dépenses de personnel accusent une progression de 182K€ en se stabilisant à hauteur de 8,57 M€.

La variation annuelle s'établit donc à +2,2% après une évolution de +1,5% entre 2021 et 2022.

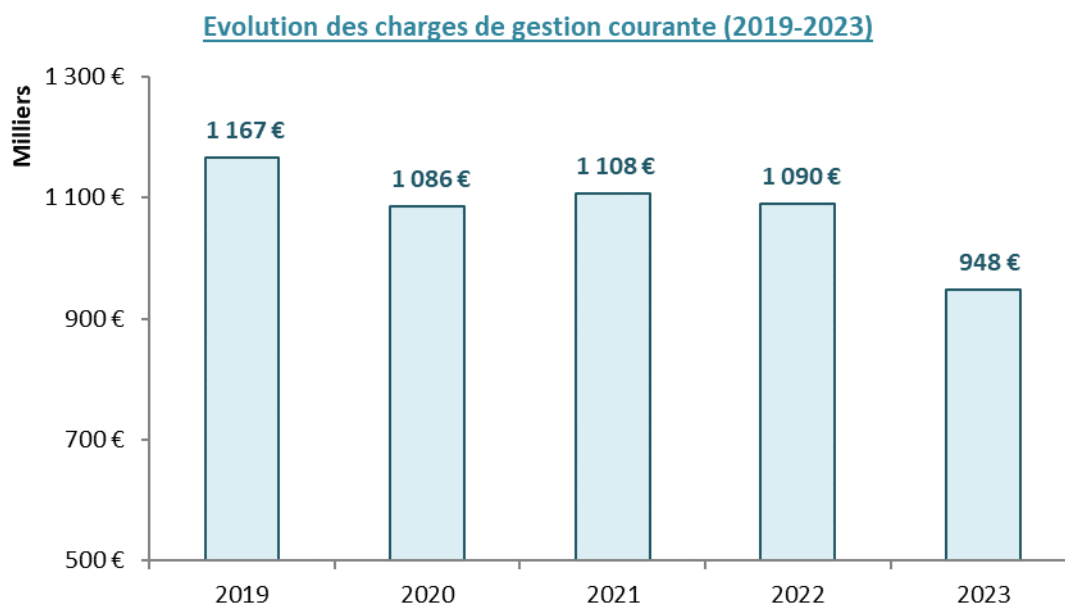
Cette augmentation est justifiée principalement par les facteurs suivants :

- Les conséquences de la **revalorisation en année pleine du point d'indice de +3,5%** à partir du 1^{er} juillet 2022, évaluées à **220K€** puis de la **seconde revalorisation de +1,5%** au **1^{er} juillet 2023** sur 6 mois ;
- Les différentes mesures gouvernementales de majoration des bas salaires en lien avec l'évolution du SMIC ;
- **L'évolution naturelle des carrières** que l'on retrouve classiquement chaque année et qui se traduit par le Glissement Vieillesse Technicité (GVT).

Concrètement, pour un agent de catégorie C, recruté au 1^{er} échelon du 1^{er} grade, l'évolution sur sa rémunération est de l'ordre de 12,2% entre 1^{er} janvier 2022 et le 1^{er} janvier 2024 (hors régime indemnitaire et prime semestrielle) selon le détail dans le tableau ci-dessous :

	Rémunération brute mensuelle	Rémunération nette mensuelle	Coût chargé mensuel ville
1^{er} janvier 2022	1 605.60 €	1 274.25 €	2 436.48 €
1^{er} juillet 2022 (hausse du point de 3,5%)	1 706.26 €	1 354.20 €	2 588.85 €
1^{er} juillet 2023 (hausse du point de 1.5%)	1 776.71 €	1 410.14 €	2 696.35 €
1^{er} janvier 2024 (+ 5 points d'indice)	1 801.50 €	1 429.83 €	2 733.89 €

2.1.3 Les autres charges de gestion courante (chapitre 65)



Les charges de gestion courantes s'élèvent à 948 K€ en 2023 contre 1,1 M€ en 2022, enregistrant ainsi une nette diminution de 142 K€, conséquence directe de la nouvelle ventilation budgétaire des services de la cohésion sociale et de la saison culturelle.

Le « rapatriement » des services de la cohésion sociale et de la Saison culturelle au sein du budget principal se traduit par une diminution, au titre des subventions versées de 164K€ :

- La subvention d'équilibre versée au budget annexe de la **Saison culturelle** représentait une dépense de **104K€** en 2022, non-reconduite sur l'exercice 2023.
- Quant à la subvention versée au budget du **CCAS**, elle est passée de **280K€ en 2022 à 220K€ en 2023** : une diminution de 60K€ alors même que les dépenses liées à la cohésion majoraient le budget principal à hauteur de 73K€ ; traduisant l'effort budgétaire supplémentaire alloué aux Solidarités.
- ✓ Les subventions aux associations et autres partenaires pour un total de **575 K€** en 2023, contre 595 K€ en 2022. Cette année encore, le soutien aux associations a été renouvelé à un niveau de financement comparable aux exercices précédents. La diminution entre 2022 et 2023 s'explique quasi exclusivement par la fin de la subvention versée à Créativ' dans le cadre du portage du PLIE (Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi) en lien avec la non-reconduction de la subvention européenne (UE).

Également, la commune a versé des subventions exceptionnelles en faveur de la solidarité internationale pour un montant de 10K€ (peuple marocain, peuples turc et syrien).

- ✓ Les indemnités et formations élus ont augmenté de **8K€** entre 2022 et 2023 pour s'établir à 133K€ (en lien avec la valorisation du point d'indice notamment).
- ✓ La prise en compte des débits des anciens comptes ainsi que les remboursements de spectacles et réservations de salles pèsent en 2023 pour plus de 20 K€.

2.1.4 Les atténuations de produits (chapitre 014)

Ce chapitre comprend quasi-exclusivement le montant du **Fonds de Péréquation des Ressources Intercommunales et communales** (FPIC), dispositif national de péréquation horizontale du bloc local. Autrement dit, les ensembles intercommunaux les plus riches (selon leur potentiel financier agrégé par habitant) sont contributeurs au FPIC et les blocs locaux les plus « pauvres » sont bénéficiaires. Sur le territoire métropolitain, nous sommes dans la catégorie des ensembles intercommunaux contributeurs.

Entre 2022 et 2023, la contribution de notre ensemble intercommunal a brusquement diminué (790K€) en lien avec la réforme des modalités de calcul des indicateurs financiers.

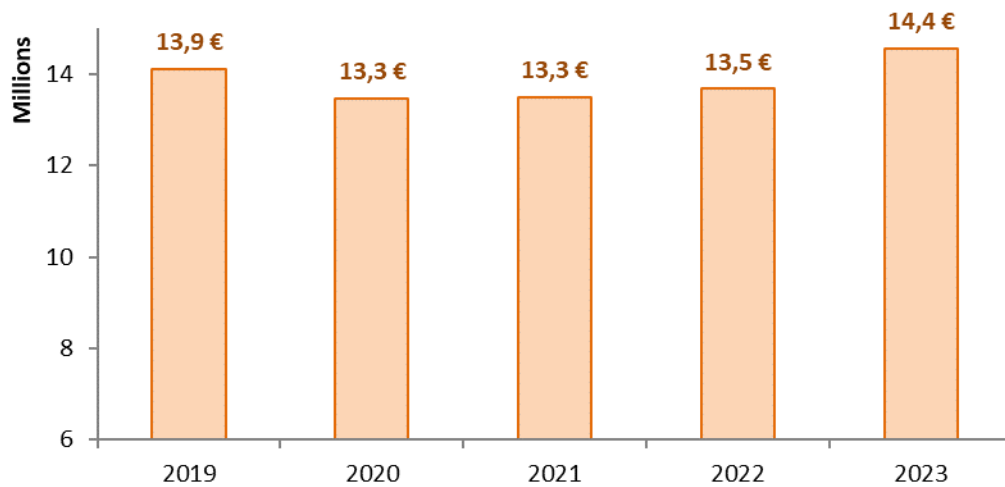
Mécaniquement, la **contribution de Quetigny enregistre la même tendance** : - **23K€** passant de 76K€ en 2022 à 52K€ en 2023.

2.1.5 Les charges exceptionnelles (chapitre 67)

L'exercice 2023 compte peu de charges exceptionnelles à hauteur de 6 000€ contre 23 000€ en 2022, correspondant à un indu de la CAF sur une prestation de 2019.

2.2 - Les recettes de fonctionnement

Evolution des recettes de fonctionnement (2019-2023)

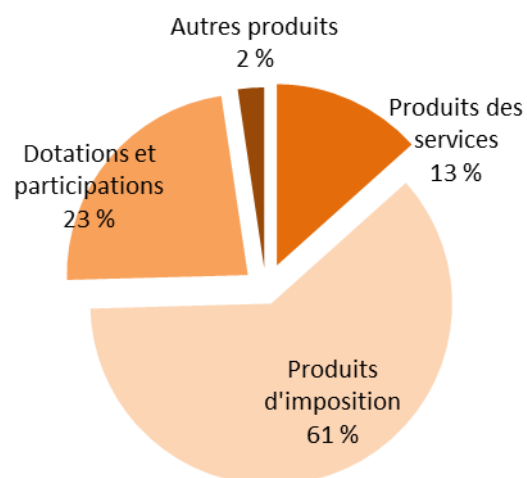


Les recettes réelles de fonctionnement comprenant les produits exceptionnels liés aux cessions s'établissent à 14,4 M€ en 2023, contre 13,5 M€ en 2022, soit +888 K€.

Hors recettes exceptionnelles, les produits de fonctionnement courant progressent de 370 K€, soit +2,8%.

Après une année où la dynamique des recettes ne venait pas compenser l'augmentation des dépenses, l'exercice 2023 renoue avec des évolutions favorables (+2,8% sur les recettes courantes contre +2,5% sur les dépenses).

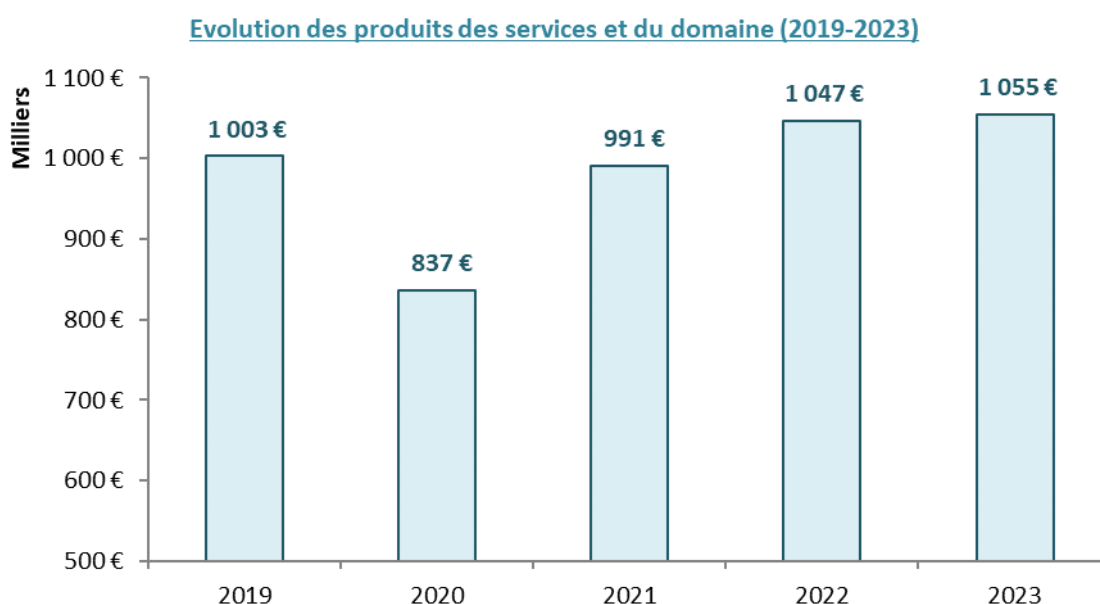
Répartition des recettes de fonctionnement (2023)



2.2.1 Les atténuations de charges (chapitre 013)

Les atténuations de charges comprennent exclusivement des remboursements sur rémunération du personnel (indemnités journalières, emplois aidés). En 2022, ces recettes étaient particulièrement élevées à 40,5K€ ; en 2023, elles s'établissent à 23 K€.

2.2.2 Les produits des services et du domaine (chapitre 70)



Les produits des services et du domaine s'élèvent à 1 055 K€, contre 1 047 K€ en 2022, soit une augmentation de 7,9 K€.

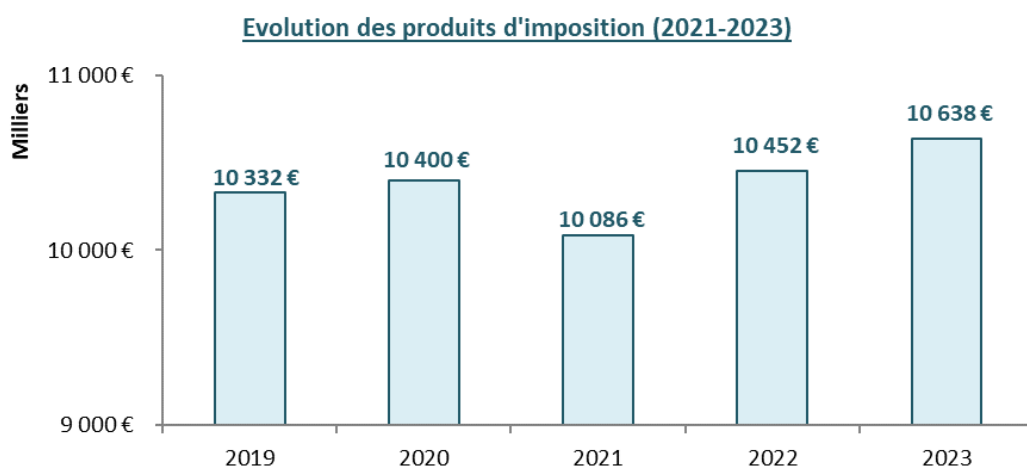
Ce chapitre comprend principalement :

- ✓ **Les produits des services à la population** s'établissent en 2023, à **612 K€** (contre 562 K€ en 2022) traduisant une augmentation de 50K€ liée à :
 - L'enregistrement des recettes des actions collectives seniors pour plus de 10K€ (aquagym, excursions, guinguette....) et de la billetterie de la saison culturelle pour 15K€ anciennement portés par le budget CCAS et le budget annexe de la saison.
 - L'augmentation des facturations usagers en lien avec la hausse des fréquentations : Ecole Municipale de Musique de Danse et des Arts (+7K€), Grande Crèche (+11K€), restauration scolaire (+6K€).
- ✓ **Les redevances d'utilisation du domaine** : **66 K€** environ cette année contre 58 K€ en 2022, soit +8K€, hausse qui s'explique principalement sur les concessions du cimetière.
- ✓ **Le remboursement par le CCAS du coût du personnel mis à disposition** : **160 K€** en 2023 contre 182 K€ en 2022 en lien avec le rapatriement des services de la cohésion sociale au budget principal.

- ✓ **Les autres remboursements de frais** diminuent de près de 30K€ passant de 245K€ en 2022 à **216 K€** en 2023 ; l'exercice 2022 enregistrant des remboursements exceptionnels de plus de 37K€ auprès du CHU et de l'ARS en lien avec les accueils de vaccination.

L'enveloppe de 216K€ comprend pour plus de 75K€ les « refacturations » liées à l'utilisation des gymnases par les établissements d'enseignement secondaire ; une recette qui est amenée à diminuer sur les prochains exercices au regard de la nouvelle convention liant la commune au lycée agricole.

2.2.3 Les produits d'imposition directs et indirects (chapitre 73)



Les produits des impôts et taxes s'élèvent, en 2023 à 10,6 M€ contre 10,45 M€ en 2022, soit +186K€.

Indication : depuis 2021, en lien avec la mesure nationale en faveur du « pacte productif » (exonération de 50% des bases de établissements industriels), la compensation de la perte de produit est enregistrée au chapitre 74 (montant 2023 de cette compensation = 543 K€).

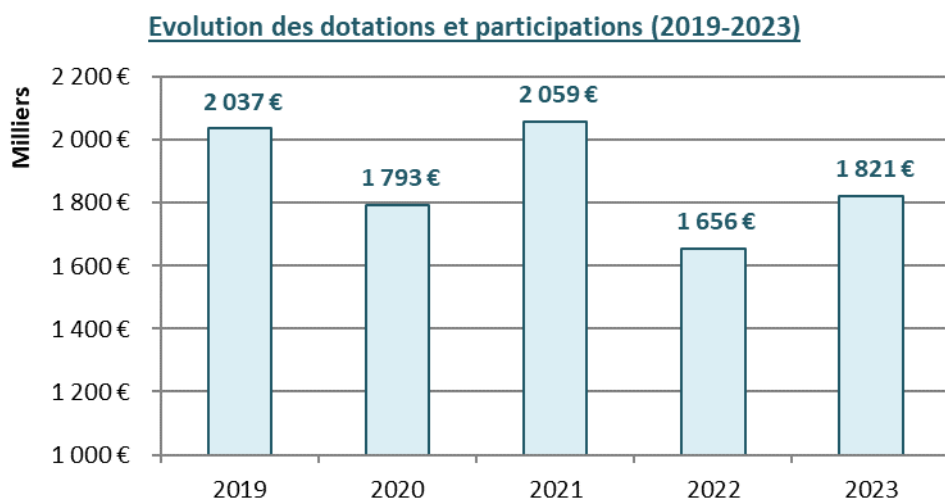
Ce chapitre budgétaire englobe plusieurs catégories d'impôts et taxes :

- ✓ **Le produit des impôts locaux directs** (uniquement les produits des taxes foncières pour la troisième année depuis la suppression de la TH) s'élève, en 2023, à **5,81 M€**, contre 5,49 M€ en 2022.
 - Pour mémoire, les taux de taxes foncières n'ont pas été augmentés en 2023, soit des taux votés à 44,73% pour la taxe foncière bâti et 66,96% pour la taxe foncière non-bâti.
 - Quant aux bases, elles enregistrent une variation de l'ordre de +4,6% sur le foncier bâti (locaux d'habitation et commerciaux) et +7,4% sur le foncier non-bâti.
- ✓ **Les droits de mutation à titre onéreux (DMTO), qui par nature, sont volatiles**, s'établissent à **270K€** en 2023, contre 308K€ en 2022.
- ✓ **Les produits de la taxe sur la consommation finale d'électricité (TCFE)** augmentent de **38 K€** pour s'établir à **207K€**. Cette augmentation s'explique par la réforme nationale

d'harmonisation et de simplification de cette recette perçue par les différents échelons de collectivités (harmonisation au profit du bloc communal).

- ✓ **Quant aux produits de la Taxe Locale sur la Publicité Extérieure (TLPE)**, après une année de baisse, ils enregistrent une hausse de 26K€ pour une recette totale de 234K€ en 2023, en lien notamment avec l'augmentation de la grille tarifaire.
- ✓ **La fiscalité reversée par Dijon Métropole**, qui comprend :
 - L'**attribution de compensation**, pour 3,510 M€ en 2023 (3,526 M€ en 2022) en lien avec le développement des mutualisations ;
 - La **Dotation de Solidarité Communautaire**, pour 600 K€ (747 K€ en 2022), soit -147 K€ en lien avec les arbitrages pris dans le cadre du Pacte Financier et Fiscal.

2.2.4 Les dotations et participations (chapitre 74)



Les dotations et participations s'élèvent en 2023 à 1,8 M€, contre 1,6 M€ en 2022, soit une augmentation de l'ordre de 165 K€.

Pour mémoire, en 2021, la commune a perçu des recettes exceptionnelles : construction durable (224K€), subvention pour 3 ans de la DRAC en lien avec les horaires de la bibliothèque (57K€), subvention agenda 2030 (17K€).

Nous retrouvons dans ce chapitre diverses catégories de recettes :

- ✓ La Dotation Globale de Fonctionnement qui, après 10 années de ponctions drastiques, se tasse à hauteur de 283 K€ en 2023. Pour mémoire, la DGF s'élevait à près de 2M€ en 2013 (dont 380K€ au titre de la Dotation de Solidarité Urbaine).
- Pour Quetigny, la DGF est composée de deux enveloppes qui évoluent en se compensant en 2023 :
- La **Dotation forfaitaire** qui continue de baisser, pour s'établir à 159 K€ en 2023, contre 177 K€ en 2022, soit une ponction de 18K€ environ qui s'explique principalement par la baisse démographique.

- **La Dotation de Solidarité Rurale (DSR)**, dotation de péréquation dont la commune est éligible depuis 2020 à hauteur **124 K€** en 2023 (soit +17 K€ en 2022).
- ✓ Les participations et attributions reçues de l'Etat, traduisent en 2023, une **augmentation de 75 K€** par rapport à 2022 qui doit être explicitée :
 - La **compensation** versée par l'Etat, pour la troisième année, liée aux **exonérations de Taxe Foncière** dont bénéficient les établissements industriels (exonération de 50% des bases) pour un produit de **543 K€** (contre 505 K€ en 2022), soit **+ 37K€**.
 - Des **subventions nouvelles** liées au développement des services pour **38K€** : France Services, séjours de rupture organisés par notre éducateur spécialisé, l'appel à projet « Fonds d'innovation pour la Petite Enfance ».
- ✓ Quant aux participations versées par les autres financeurs institutionnels, l'exercice 2023 enregistre pour la première année les subventions liées à la saison culturelle pour 18K€ anciennement affectées au budget annexe.
- ✓ **Enfin, les participations de la CAF**, qui contribuent de manière conséquente au financement des services de l'action éducative, ont représenté, en 2023 un montant total de **826K€**, contre 711 K€ en 2022, **soit +115K€**. Avec la mise en place de la Convention Territoriale Globale (CTG), cette enveloppe regroupe désormais les bonus territoire et les prestations de services.

Globalement, entre 2022 et 2023, les participations de la CAF augmentent en lien avec la revalorisation des prestations de services actée dans la convention de gestion 2023-2026 ; cette augmentation est nationale. Autrement dit, les CAF augmentent leur soutien auprès des territoires.

En sus de la majoration des prestations de service, l'augmentation des fréquentations sur les différents services municipaux vient majorer encore davantage les recettes. Aussi, en 2023, notons les évolutions suivantes :

- Sur la Grande Crèche, les recettes augmentent nettement (+98K€) en lien avec une nouvelle subvention de 30K€ dans le cadre du projet innovant autour de l'environnement (« La Crèche dedans dehors ») et le décalage dans le versement d'une recette 2022 perçue en 2023 (30K€).
- Le Programme de Réussite Educative qui s'est largement développé en 2023 (mise en place du Pass'Réussite, cours Français Langue Etrangère...) bénéficie en 2023 d'une nouvelle subvention de 14 K€.

2.2.5 Les autres produits de gestion courante (chapitre 75)

Ce chapitre globalise les **recettes liées aux locations de la salle festive, les différents loyers** (logements de fonction, les locaux occupés par la CAF, Quetign'eat), les **fermages des baux ruraux et la facturation de la Licence IV** auprès du gérant de la brasserie Place Centrale.

Avec la mise en place de la nomenclature M57, ce chapitre enregistre les **remboursements de sinistres**. En l'occurrence en 2023, l'**augmentation de près de 30K€** (de 133K€ en 2022 à 162 K€ en 2023) s'explique principalement liée à un remboursement de sinistre et les débits de nos anciens trésoriers.

2.2.6 Les produits exceptionnels (chapitre 77)

Le compte administratif 2023 enregistre des recettes exceptionnelles d'un montant de **673 K€** correspondant notamment à :

- ✓ La cession du bâtiment Allée des ombrages auprès du CD21 pour un montant de 640K€.
- ✓ Les cessions d'une partie des terrasses Place Centrale pour 24 000€.
- ✓ La vente de deux véhicules pour 9 000€.

3 - La dette

L'annuité de la dette s'élève en 2023 à **380 K€**, contre 249K€ en 2022.

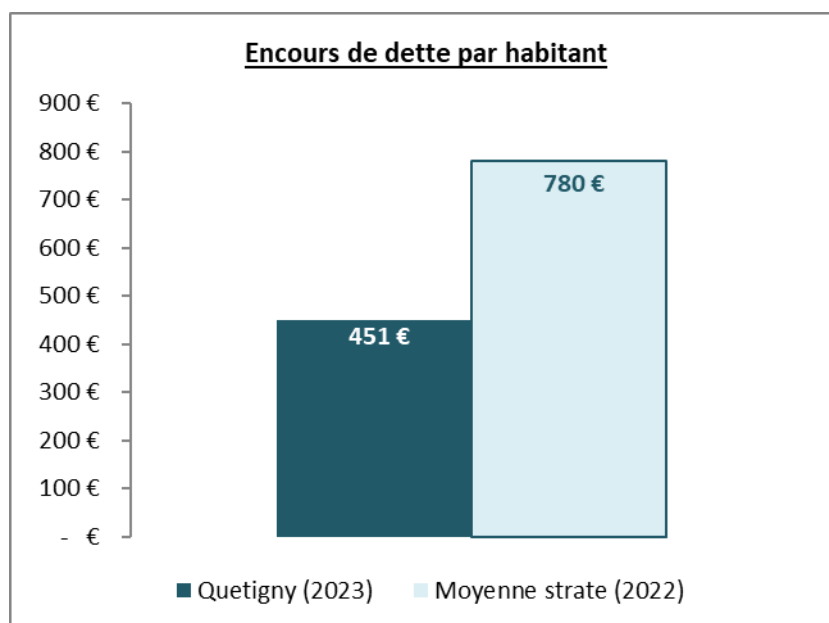
Ce montant comprend précisément :

- ✓ **les intérêts de la dette**, pour **81 329€** ;
- ✓ **le remboursement de la dette en capital**, pour **298 899 €**.

Sur l'exercice 2023, la commune n'a pas contracté de nouvel emprunt.

Au 31 décembre 2023, **l'encours de la dette propre** s'établissait à **4,125 M€**. La dette est composée de 6 emprunts correspondant à un portefeuille diversifié de prêteurs (5 au total).

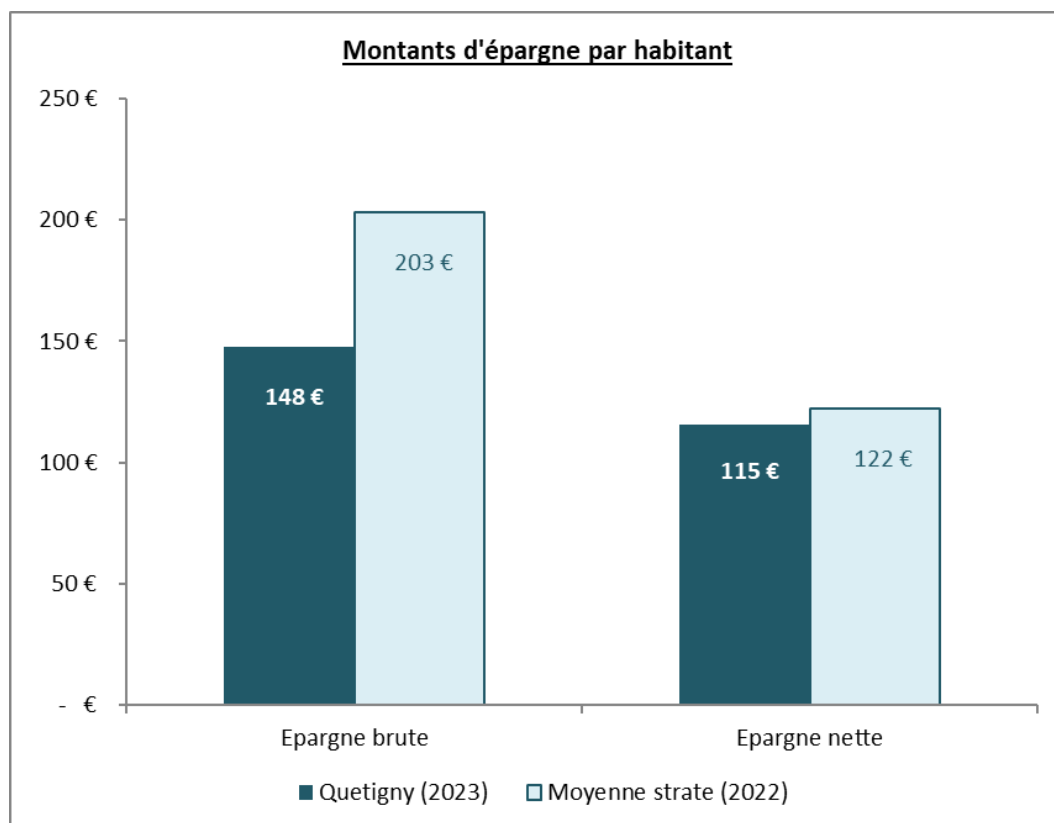
L'encours de dette par habitant reste inférieur à la moyenne de la strate (commune de moins de 10000 habitants).



4 - La capacité d'autofinancement

La **capacité d'autofinancement brute** s'établit au 31/12/2023 à **1,371 M€**, contre 1,349 M€ fin 2022.

La **capacité d'autofinancement nette** s'élève pour 2023 à **1,072 M€**, contre 1,133 M€ en 2022.



La **capacité de désendettement de la commune**, c'est-à-dire la valeur théorique qui indique en nombre d'années le temps qu'il faudrait à une collectivité pour rembourser l'intégralité de la dette si elle y consacrait toute son épargne brute s'élève à **3 ans environ**, soit un niveau traduisant une santé financière solide (il est communément admis qu'à partir de 8 ans, une collectivité présente une situation très fragile et inquiétante à partir de 10 ans).

5 - La section d'investissement

5.1 Les dépenses d'équipement

Les dépenses d'équipements, qui correspondent à l'ensemble des dépenses incluses dans les chapitres 20, 204, 21 et 23, se sont élevées pour l'année 2023 à **4,313 M€**.

A ce montant de dépenses effectivement réalisées s'ajoutent les **restes à réaliser** (dépenses engagées non mandatées) pour **316 K€** (notamment maîtrise d'ouvrage pour la rénovation des équipements de la plaine Mendes France, réfection des murs et clôtures de la rue Simone Veil, mise en place de la télégestion dans les équipements sportifs, rénovation de portes d'accès, l'acquisition d'une toile d'ombrage à la crèche, l'acquisition de la sonorisation pour la salle du Conseil, l'acquisition d'un piano à l'école de musique...).

Le contenu et l'objet des dépenses d'équipement réalisées, pour chacun des chapitres, sont précisés ci-dessous :

5.2.1 Les immobilisations incorporelles (chapitre 20)

Les dépenses imputées dans ce chapitre concernent les frais de publication des annonces de marchés publics, les frais d'études préalables à la réalisation d'équipements, les licences et les logiciels.

Le montant réalisé en 2023, soit **105 K€** comprend notamment :

- **Différentes maîtrises d'œuvre** (45K€) : La Parenthèse, terrain synthétique, réseau de chaleur, aménagement de la plaine des Aiguïsons, poste de police
- **Etudes techniques et règlementaires** (40K€) : amiante, audits énergétiques, diagnostics plombs
- **Frais d'insertion** (3 K€) : frais de publication des marchés publics.
- **Logiciels et licences** (23 K€) : licences informatiques, antivirus, informatisation de La Parenthèse

5.2.3 Les immobilisations corporelles (chapitre 21)

Les dépenses réalisées dans le cadre de ce chapitre se sont élevées en 2023 à **2,33 M€**, qui comprennent pour l'essentiel :

Plusieurs opérations structurantes :

- ✓ Dans le cadre des AP/CP :
 - **240 K€** pour La Parenthèse pour le paiement du solde de la « coque » en VEFA et des acquisitions d'ouvrages
 - **1,1 M€** pour le terrain synthétique de football
- ✓ Aménagements autour de la résidence intergénérationnelle (ilots de fraîcheurs, cheminements...) pour **336 K€**

- ✓ Rénovation de l'éclairage public (passage en LED) des terrains gazonnés aux Cèdres : **168 K€**
- ✓ Programme de **vidéoprotection** (principalement secteur Rue Ronde) : **48 K€**

Des acquisitions et petits travaux dans les groupes scolaires pour 60K€ mais également :

- ✓ Achats de **véhicules** (camion mini benne et fourgon) : **96 K€**
- ✓ Renouvellement de matériel et modernisation des **équipements sportifs** (tapis de gymnastique, matériel boxe, buts, portail Mendes...) : **15 K€**
- ✓ Des renouvellements de **matériels informatiques et de téléphonie** : **40 K€**
- ✓ **Culture** : équipements de la salle Berlioz (rideaux), instruments de musique pour l'EMMDA, matériel et mobilier : **25 K€**

Des travaux d'aménagements urbains et paysagers

- ✓ Le verger de sauvegarde et la forêt urbaine : **25K€**
- ✓ Cheminements, voies d'accès, aires de jeux et signalétique : **50K€**

5.2.3 Les immobilisations en cours (chapitre 23)

Ce chapitre, sur lequel sont imputés les travaux en cours, totalise **1 874 K€** de dépenses réalisées en 2023 :

- ✓ Aménagement de **La Parenthèse** dans le cadre de l'AP-CP pour **1 775 K€**
- ✓ Travaux de rénovation du **réseau de chaleur des Huches** (opération financée par la DSIL en 2021) : **70 K€**
- ✓ Travaux **d'extension de l'espace Pierre Desproges** : **30 K€.**

6. Les recettes d'investissement

6.1 Les subventions d'investissement

Le compte administratif 2023 enregistre des subventions à hauteur de **2,155 K€** (dont 1,337 M€ en restes-à-réaliser) correspondant aux financeurs et projets suivants :

- ✓ **La Parenthèse : 861 K€** (CD21, DRAC et CAF) qui s'ajoutent à l'enveloppe de 2,37 M€ perçue en 2021 et 2022 (DGD et CAF)
- ✓ **Le terrain de football synthétique pour 600K€** (CD21, Agence Nationale du Sport, RBFC et FFF)
- ✓ **Etudes thermiques : 160 K€** (Fonds Vert)
- ✓ **Démolition de l'Ex-Enita : 120K€** correspondant à l'avance du Fonds Friche de 600K€.
- ✓ **Vidéoprotection : 29 K€** (CD21 et FIPDR)

6.1 Les autres recettes d'investissement

En sus du déblocage de l'emprunt contracté en 2021 (mobilisation sur 18 mois) à hauteur de 930K€, le compte administratif 2023 enregistre de **recettes de FCTVA pour 394 K€** ainsi que l'échéance annuelle de paiement du bâtiment Epimut pour **55,2 K€**.